

Etats-Unis/Présidentielle

" Je suis avec elle " : Obama soutient Clinton

AFP
Washington/Etats-Unis

Derrière ce soutien de la part du président, la volonté de rassembler les démocrates pour battre Donald Trump.

LE président des Etats-Unis Barack Obama a officiellement annoncé jeudi son soutien à Hillary Clinton dans la course à la Maison Blanche, affichant sa volonté de rassembler les démocrates pour faire barrage à Donald Trump. "Je suis avec elle, je suis impatient de faire campagne avec Hillary", a lancé M. Obama dans une vidéo diffusée par l'équipe de Mme Clinton qui vient de remporter les primaires dans le camp démocrate. S'il était attendu, ce soutien n'en constitue pas moins un puissant coup d'accélérateur pour l'ancienne Première dame, sénatrice et secrétaire d'Etat qui espère devenir la première femme présidente de l'histoire des Etats-Unis. Il isole encore un peu plus l'autre candidat démocrate, le sénateur du Vermont Bernie Sanders, qui a refusé à ce jour de se retirer de la course même s'il a assuré, jeudi matin depuis la Maison Blanche, qu'il

était prêt à travailler avec son ancienne rivale ("L'Union" d'hier). "Des dizaines de millions d'Américains ont fait entendre leur voix. Aujourd'hui, je veux simplement ajouter la mienne", a lancé le président Obama, dont la solide cote de popularité pourrait être un atout précieux à l'approche du scrutin du 8 novembre. "Je pense qu'il n'y a jamais eu de candidat aussi qualifié pour ce poste", a poursuivi le 44e président des Etats-Unis, dont le message vidéo avait été enregistré dès mardi, alors que le vote des primaires était en cours dans plusieurs Etats. "Honorée de vous avoir avec moi", a immédiatement réagi Mme Clinton sur Twitter. "Je suis enthousiaste et prête à y aller!". "SUPPRIME TON COMPTE" • L'équipe de Mme Clinton a dans la foulée annoncé qu'un meeting de campagne commun serait organisé mercredi à Green Bay, dans le Wisconsin. Le magnat de l'immobilier Donald Trump, qui portera cette année les couleurs républicaines lors du scrutin présidentiel, a immédiatement ironisé sur cette annonce. "Obama vient d'apporter son soutien à Hillary la mal-



Photo : AFP

La candidate démocrate Hillary Clinton peut jubiler : le président Barack Obama a annoncé lui apporter son soutien. Son rival Bernie Sanders a fait de même peu auparavant.

honnête", a-t-il tweeté. "Il veut quatre ans de plus d'Obama mais personne d'autre n'en veut!". "Supprime ton compte", a répondu du tac au tac Hillary Clinton, utilisant une formule employée sur le réseau social pour se moquer d'un utilisateur après un tweet jugé ridicule. La candidate démocrate a terminé les primaires de manière triomphale : elle a remporté mardi quatre Etats dont la très symbolique Californie, le plus peuplé du pays, avec 56% des voix contre 43% pour Bernie Sanders, une déception pour le sénateur qui espérait arracher une première place. Au total, elle a largement dépassé la majorité requise de délégués pour être investie à la conven-

tion de Philadelphie fin juillet. Reçu pendant plus d'une heure dans le Bureau ovale, M. Sanders a tendu la main jeudi matin à son ancienne rivale tout en se gardant d'annoncer son ralliement. "Je suis impatient de la rencontrer prochainement pour voir comment nous pouvons travailler ensemble pour vaincre Donald Trump et créer un gouvernement qui nous représente tous", a-t-il déclaré à l'issue de son entrevue avec M. Obama. Barack Obama est à la manœuvre depuis plusieurs jours pour s'assurer que les démocrates soient en ordre de bataille derrière Hillary Clinton. Mais il ne veut pas brusquer les partisans - jeunes

et enthousiastes - de "Bernie" et de sa "révolution politique". L'engouement pour le sénateur a surpris par son ampleur : il a conquis quelque 12 millions de voix sur les 27 millions d'électeurs qui ont participé aux primaires démocrates. M. Obama a pris soin ces derniers jours de saluer la contribution de "Bernie" au débat, sur des sujets tels que la lutte contre les inégalités ou le financement de la vie politique. "C'était sain pour le parti démocrate d'avoir une primaire disputée", a-t-il déclaré dans l'émission "The Tonight Show" de Jimmy Fallon. "Je pense que Bernie Sanders a apporté énormément d'énergie et de nouvelles idées. Cela a fait de Hillary une meilleure candidate". Autre ralliement qui devrait aider Hillary Clinton avec l'aile gauche du parti démocrate : la sénatrice Elizabeth Warren, bête noire de Wall Street. "Je suis prête à me jeter dans le combat corps et âme pour que Hillary Clinton soit la prochaine présidente des Etats-Unis et pour empêcher Donald Trump de s'approcher de la Maison Blanche", a-t-elle annoncé jeudi sur MSNBC.

L'Afrique en bref

• Congo/Politique. La justice sous pression pour le général Mokoko

Le ministre congolais de la Justice a demandé jeudi au procureur de la République d'accélérer la procédure engagée contre le général Jean-Marie Michel Mokoko, candidat malheureux à la présidentielle du 20 mars, mis en cause dans une vidéo tournée en 2007 visant à chasser le président Denis Sassou Nguesso du pouvoir.

• Libye/Conflit. L'EI sous le feu des forces pro-gouvernementales



Photo : AFP

Les forces pro-gouvernementales libyennes bombardaient hier à l'artillerie lourde le groupe Etat islamique (EI) à Syrte, au lendemain de leur entrée dans ce principal fief jihadiste en Libye qu'elles encerclent et cherchent à reprendre depuis un mois.

• Ouganda/Politique. Arrestation de 30 personnes pour complot

Les autorités ougandaises ont arrêté au moins 30 personnes, dont un député de l'opposition et des militaires, accusées d'avoir fomenté un complot pour renverser le gouvernement du président Yoweri Museveni, accentuant ainsi la pression sur le principal parti d'opposition.

A travers le monde

• Espagne/Justice. Le beau-frère du roi risque 19 ans de prison

Le procureur a requis hier 19 ans et six mois d'emprisonnement à l'encontre du beau-frère du roi d'Espagne, Iñaki Urdangarin, jugé pour des détournements de fonds publics aux côtés de son épouse, l'infante Cristina, poursuivie pour fraude fiscale.

• Irak/Conflit. L'armée tout près du cœur de Fallouja

Les forces d'élite irakiennes n'étaient plus qu'à trois kilomètres du centre de Fallouja hier et consolidaient leurs positions dans le sud de ce bastion du groupe jihadiste Etat islamique (EI), a indiqué le commandant de l'opération.

• Turquie/Attentat. La filière kurde

Un groupe radical proche des rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), les Faucons de la liberté du Kurdistan (TAK), a revendiqué hier l'attentat à la voiture piégée qui a fait 11 morts dont six policiers mardi dans une zone touristique d'Istanbul, mettant en garde les touristes.

RDCongo/Politique

Le camp de Kabila rejette les résolutions du " conclave " d'opposition

AFP
Kinshasa/RDCongo

LE camp du président congolais Joseph Kabila a rejeté hier à Kinshasa les résolutions adoptées la veille par un "conclave" d'opposition en Belgique ayant exigé le départ du chef de l'Etat à la fin de l'année. La coalition de la Majorité présidentielle (MP) "rejette toutes les résolutions adoptées par ce conclave comme constitutives d'une tentative de coup d'Etat", a déclaré son secrétaire-général, Aubin

Minaku, président de l'Assemblée nationale, lors d'une conférence de presse à Kinshasa. Le forum d'opposants qui s'est tenu mercredi et jeudi à Genval, près de Bruxelles, est "un complot contre la Nation", a-t-il ajouté, en appelant les Congolais à se lever "pour faire échec au coup d'Etat institutionnel en gestation". La MP "dénonce et fustige toute approche insurrectionnelle tendant au renversement des institutions démocratiquement élues en violation des dispositions pertinentes de la Constitution comme attentatoire à

la démocratie", a encore déclaré M. Minaku. Le "conclave" de Genval, convoqué par l'opposant historique Etienne Tshisekedi, a réuni une centaine de délégués de l'opposition et de la société civile de l'ancien Congo belge. Dans la nuit de jeudi à hier, ce "conclave" s'est uni au sein d'une nouvelle structure, baptisée "Rassemblement", et a exigé le départ en fin d'année de Joseph Kabila. Âgé de 83 ans, M. Tshisekedi président de l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS), s'est proclamé "président élu" de la RDC à l'issue de

la présidentielle et des législatives de novembre 2011, entachées de fraudes massives. Ces élections, les dernières au scrutin direct à avoir eu lieu dans le pays, ont conduit M. Kabila et sa majorité pour cinq ans mais ont plongé le pays dans une crise politique durable. Alors qu'il semble chaque jour plus certain que la présidentielle ne sera pas organisée dans les temps, les participants au conclave bruxellois se sont engagés à unir les « forces de l'opposition au sein du "Rassemblement" pour

faire aboutir la lutte du peuple congolais au service de l'alternance et de l'Etat de droit ». M. Kabila est au pouvoir depuis 2001 et la Constitution lui interdit de se représenter. Une récente décision de la Cour constitutionnelle autorise néanmoins le chef de l'Etat à rester en fonctions en attendant l'élection d'un successeur. Pour les participants au "conclave", son maintien au pouvoir au-delà du terme de son mandat, le 19 décembre, constituerait un "coup d'Etat constitutionnel".

RDCongo-Centrafricaine/Jugé à la CPI

Bemba fixé sur sa peine de prison le 21 juin

AFP
La Haye/Pays-Bas

LES juges de la Cour pénale internationale (CPI) prononceront le 21 juin la peine de prison de l'ancien vice-président congolais Jean-Pierre Bemba, reconnu coupable des meurtres et des viols commis par sa milice en Centrafrique en 2002 et 2003, a indiqué hier le tribunal. Jean-Pierre Bemba avait

été reconnu coupable le 21 mars dernier des crimes commis par sa milice en Centrafrique en 2002 et 2003, en vertu du principe de "la responsabilité du commandant". Il s'agissait de la première fois que la CPI condamnait le recours au viol comme crime de guerre. En octobre 2002, quelque 1 500 hommes de la milice de M. Bemba, le Mouvement de libération congolais (MLC), s'étaient rendus en Centrafrique pour sou-

tenir le président de l'époque Ange-Félix Patassé, victime d'une tentative de coup d'Etat menée par le général François Bozizé. Jusqu'en mars 2003, les troupes du MLC y avaient tué, pillé et violé. Jean-Pierre Bemba sera la personne la plus haut placée à être condamnée par la CPI jusqu'à présent. Et si les juges abondent dans le sens du procureur, il pourrait s'agir de la peine la plus importante imposée par ce tribunal.

L'accusation avait requis "au moins 25 ans" contre l'ancien chef de milice alors que la défense assure que son client, qui a déjà passé huit ans en prison, doit être libéré au plus vite. Les huit années déjà passées en détention seront déduites de la peine décidée par les juges. Ceux-ci peuvent y ajouter, souligne la CPI, "une amende ou la confiscation des profits, biens et avoirs tirés directement ou indirectement des crimes".

"Une peine d'emprisonnement ne peut excéder 30 ans, à l'exception des cas où l'extrême gravité des crimes et la situation personnelle de la personne condamnée le justifient", auquel cas "une peine d'emprisonnement à perpétuité peut être prononcée", a ajouté la Cour. Le 21 juin, l'audience publique aura lieu à 13H45 (12H45 au Gabon) au siège de la Cour à La Haye, a indiqué le tribunal dans son communiqué.